

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 18 avril 2024

Zoom sur :

La Banque centrale a révélé ses prévisions d'inflation pour 2024 : 5,62 %.

Selon l'enquête mensuelle des prévisions économiques de la Banque centrale, les prévisions d'avril sont légèrement supérieures (de 0,02 ppt) à celles de mars 2024 qui s'élevaient à 5,60 %.

Malgré cette légère augmentation, l'inflation baisse depuis un an. Les prévisions pour d'avril indiquent une inflation mensuelle de 0,57 %vs. 0,70 %.

De plus, les résultats de l'enquête de la Banque centrale prévoient une nouvelle baisse de 50 points de base dans le taux d'intérêt directeur, passant de 12,25 % (actuel) à 11,75 % lors de la réunion de politique monétaire du 30 avril 2024. Pour mémoire, le taux directeur a baissé de 50 pdb lors de la dernière réunion. Les experts prévoient une baisse constante du taux directeur jusqu'à atteindre (moyenne de prévisions) 8,44 % fin 2024 et 6,94 % pour fin 2025.

De surcroît, Fedesarrollo dans son enquête d'opinion financière signale que les investisseurs considèrent la politique monétaire comme principal facteur dans leurs prises de décisions (38,5 % des investisseurs enquêtés), la politique fiscale se plaçant en troisième position (11,5 %).

En termes de croissance économique, le FMI et la banque mondiale ont tous deux révisés leurs anticipations à la baisse pour le pays : de 1,3 % à 1,1 % pour le FMI et de 1,8 % à 1,3 % pour la BM. Pour mémoire, la Banque centrale prévoit 1,1 %. Cette baisse pourrait s'expliquer par le poids des taux d'intérêts sur la consommation (secteur immobilier) et la baisse de l'investissement lié à l'incertitude sur les politiques publiques.

Bolivie

Le FMI prévoit une croissance de 1,6 %.

Le dernier rapport du Fonds monétaire international prévoit une croissance modeste de 1,6% pour la Bolivie en 2024, inférieure aux prévisions de l'Etat de 3%. Le gouvernement bolivien conteste cette prévision, accusant le FMI de méthodologie erronée. Malgré des défis mondiaux tels que les problèmes de chaîne d'approvisionnement et l'augmentation de l'inflation, le FMI annonce une croissance mondiale de 3,2% cette année. Pour l'Amérique latine, la croissance prévue est de 2%. La Bolivie figure parmi les pays à la croissance économique la plus faible, selon le FMI, en raison de problèmes structurels tels qu'un déficit budgétaire et une crise des réserves de change.

Hausses des taux d'intérêt pour les crédits à la consommation et de logement.

Les taux d'intérêt pour les crédits à la consommation et au logement ont augmenté en Bolivie au cours de l'année écoulée. Ainsi, le taux d'intérêt moyen pour la consommation atteint 18,8 % (+0,5 pts en 1 an). Pour le logement, les taux atteignent 12,5 % cette année (+1,4 pts en 1 an). Cette hausse est attribuée par les banques privées à l'alignement de leurs taux sur ceux qui leurs sont appliqués par *La Gestora* (entité publique nationale de gestion des pensions), qui investit une partie de ses fonds dans des dépôts à terme et d'autres instruments financiers auprès des banques privées du pays. Selon les banques privées, *La Gestora* aurait récemment augmenté les taux d'intérêt qu'elle demande aux banques pour ces dépôts à terme, les rendant plus coûteux pour les banques. Les économistes associent également la hausse à un financement étranger (moins cher) pour les banques qui se fait plus rare. *La Gestora* réfute toutefois le mécanisme, affirmant que les taux bancaires sont influencés par divers facteurs de marché. Son directeur souligne que l'investissement de *La Gestora* dans des dépôts à terme fixe s'est fait à un taux inférieur en 2023 comparé à 2021, mettant plus de ressources à disposition des banques à des conditions plus avantageuses.

Colombie

De février 2023 à février 2024, le secteur de l'industrie manufacturière a enregistré une baisse de -5,5 % de sa production réelle.

La production manufacturière a diminué de 2,2% en février, ce qui représente la plus faible baisse mensuelle en 10 mois. Cette faible baisse pourrait être en partie causée par une baisse de la demande, de l'inflation et par la politique de réduction des taux d'intérêts menée par les autorités, entamée fin décembre. Parmi les secteurs les plus touchés figurent la fabrication de carrosseries (-35%), la fabrication de véhicules automobiles (-33%) et la fabrication de produits en caoutchouc (-17%).

Le ministère des transports annonce un investissement de 11,3 Md USD pour développer le transport ferroviaire.

Le 16 avril dernier, le Ministère des Transports a annoncé un nouvel investissement de 11,3 Md USD pour développer les voies ferrées et faciliter l'exportation de biens alimentaires et le transport de personnes. De surcroît, le ministère étudie actuellement le budget nécessaire (5 M USD) à l'étude de faisabilité de la connexion ferroviaire visant à poursuivre le corridor allant de Belencito (Boyaca) à Zipaquirá, visant à le faire aller jusqu'au Magdalena. Si le projet est réalisé, le Ministère des Transports informe que le transport de marchandises pourrait s'élever à 26 M de tonnes par an d'ici 2040. Actuellement, la Colombie possède 3 533 Km de voies ferrées, dont 1 734 km sont utilisés (31 % des voies).

Augmentation du niveau des créances douteuses en février, et baisse réelle du portefeuille de prêts.

En effet, le durcissement de la politique monétaire pour lutter contre la forte inflation rend difficile le remboursement de leurs dettes pour les Colombiens. Le portefeuille des banques en février 2024 a vu le niveau de créances douteuses s'élever à 35 Mds USD, soit 7,4 Mds de plus que l'année dernière à la même période (+17,8%). Le taux de créance douteuses atteint 5,1% (+1 pt en 1 an) Le portefeuille de prêts a légèrement augmenté en termes nominaux (+2,8 M USD) sur un an. Cependant, la variation annuelle en termes réels (hors inflation) a été de -5,6 %. Les nouveaux crédits à la consommation ont baissé de -10 %. Ainsi, la perte enregistrée dans le portefeuille des banques peut s'expliquer par l'impact du ralentissement économique sur les ménages et la baisse de la

demande. Certains analystes s'accordent à dire que la baisse de 50 points de base du taux directeur du mois dernier ne serait pas suffisante pour permettre une augmentation de la consommation.

Selon l'ANIF, fin 2024 le taux de chômage en Colombie s'élèverait à 11,4 %.

Le rapport de l'ANIF sur le marché du travail publié mi-avril prévoit 12,9 % pour la fin de l'année, soit 1,5 pt% de plus que fin 2023. Ce rapport indique par ailleurs que 276 heures par mois sont nécessaires pour un travailleur de la région des Caraïbes afin d'obtenir un salaire minimum, vs. 154h pour la région de Bogota.

L'indicateur mensuel de suivi économique (ISE), mesuré par la DANE a enregistré un taux de croissance de 2,5 % pour février.

En janvier, cet indicateur s'élevait à 1,6 %. Cette augmentation de février peut s'expliquer par une hausse de 7,7 % des activités du secteur primaire : agriculture et exploitation des matières premières (mines). Concernant les activités du secteur secondaire (manufacture, construction), celles-ci ont chuté de 2,6 % entre février 2024 et 2023 (vs. -5 % g.a. en janvier). Pour le secteur tertiaire (services publics, commerce, télécommunications, activités financières), il a connu une hausse de +2,5% g.a. vs. +1,5 % en janvier.

Les prix moyens de l'électricité en bourse ont augmenté de 8,6 % pour le kilovolt par heure en mars 2024.

Selon un rapport de XM, les prix de l'électricité sont passés de 0,14 USD (573.22 COP) le kilovolt par heure en février 2024 à 0,15 USD (622,31 COP) en mars 2024. Cette augmentation des prix en bourse peut s'expliquer par le manque de disponibilité des ressources hydroélectriques (réservoirs d'eau), solaires, éoliennes, et en combustibles. Ces prix en bourse dépendent de la disponibilité des ressources nécessaires à la production d'énergie mais également des offres des producteurs soumises aux enchères sur l'énergie. Ce rapport nous apprend qu'en mars, 60% de l'énergie était renouvelable, principalement de nature hydraulique, et 40% de l'énergie restante était générée par des centrales thermiques. L'opérateur XM a signalé que les exportations d'énergie vers l'Equateur ont atteint 129,01 GWhs au cours du mois de mars 2024, ce qui correspond à 118,93 GWhs de plus que pour le mois de février 2024.

Equateur

La loi de finances est entrée en vigueur telle qu'envoyée par le Président Noboa.

La loi de finances rectificative envoyée par le Président Noboa à l'Assemblée Nationale est entrée en vigueur en l'état sans amendements.

Cette loi de finances prévoit des dépenses équivalentes à 35,3 Md USD, en augmentation de 13% par rapport à 2023. Par ailleurs, le document n'intègre pas la réforme fiscale (augmentation de TVA et de l'impôt à la sortie des devises), une baisse des subventions aux combustibles, ni des éventuels financements du FMI. La loi de finances prévoit un budget de 3,5 Mds USD pour le secteur sécurité.

Nouvel épisode de coupures d'électricité.

Suite à la suspension des importations d'électricité en provenance de la Colombie, l'Equateur connaît un nouvel épisode de coupures programmées d'électricité.

Le gouvernement a annoncé la mise en place de mesures de compensation à la population qui se traduisent par des remises allant jusqu'à 50% des factures d'électricité (prises en charge par l'Etat). Par ailleurs, le Président a décrété l'état d'urgence du secteur électrique.

Pérou

Le Congrès approuve un 7^{ème} retrait des Fonds de Pension Privés (AFP).

Le Congrès a adopté à une large majorité, le texte de loi autorisant les personnes ayant cotisé à un fonds de retraite privé (AFP) à retirer leurs apports pour un montant pouvant aller jusqu'à 5 500 USD. C'est le septième retrait qu'autorise le Congrès depuis le début de la pandémie. Il revient désormais au gouvernement de décider s'il promulgue la loi ou s'il s'y oppose et la renvoie au Congrès, afin qu'elle fasse l'objet d'un nouveau débat. Selon l'organisme péruvien responsable de la réglementation et de la surveillance des systèmes de retraite privée (SBS), 7,2 millions d'affiliés aux fonds de pensions (soit 80% des affiliés) ont actuellement moins de 1 370 USD sur leur fonds. Pour sa part, le ministre de l'Economie, Jose Arista, s'est déjà prononcé à plusieurs reprises contre ce type de retrait qui,

selon de nombreux analystes, laissera de nombreux affiliés des AFP sans aucune retraite.

L'emploi à Lima a retrouvé son niveau prépandémique après quatre ans.

Selon les derniers chiffres de l'Institut national des statistiques (INEI), au cours du premier trimestre 2024, l'emploi dans la région métropolitaine de Lima a augmenté de 4,6 % par rapport à l'année dernière, enregistrant 5,36 millions d'emplois. Cependant, selon l'Institut Péruvien de l'Economie (IPE), le sous-emploi a également augmenté au cours de cette période (+4,2 %). Ainsi, le nombre de personnes sous-employées dans la région métropolitaine de Lima, c'est-à-dire celles qui travaillent moins de 35 heures par semaine ou qui gagnent moins que le salaire minimum, a augmenté de 25 % par rapport à 2019, ce qui équivaut à 436 000 travailleurs de plus. En ce qui concerne les salaires, une légère reprise a été observée en raison de l'amélioration de la qualité de l'emploi dans la capitale. Le revenu d'un travailleur moyen à Lima a augmenté pour atteindre 1 979 PEN (soit 528 USD) par mois entre janvier et mars 2024. Bien que ce montant soit supérieur de 4,3 % en termes réels à celui de l'année dernière, il reste inférieur de 7,2 % à son niveau prépandémique.

Venezuela

Renouvellement temporaire de l'allègement des sanctions étatsuniennes sur le secteur pétrolier, via la License Générale 44a.

L'Office of Assets Control (OFAC) du département du Trésor étatsunien a émis la License Générale 44a qui prolonge, jusqu'au 31 mai 2024, les actions indiquées dans la LG44.

Cette licence permet, dans le secteur pétrolier et gazier vénézuélien : la production, l'exploitation, la vente et l'exportation de pétrole ou de gaz du Venezuela, ainsi que la fourniture de biens et de services connexes ; le paiement de factures pour des biens ou des services liés aux opérations du secteur pétrolier ou gazier au Venezuela ; les nouveaux investissements dans les opérations du secteur pétrolier ou gazier au Venezuela ; et la livraison de pétrole et de gaz vénézuéliens aux créanciers du gouvernement du Venezuela, y compris les créanciers des entités PDVSA, à des fins de remboursement de la dette.

Le FMI prévoit une croissance de 4 % pour 2024.

La croissance prévue pour 2025 atteint 2,6 %. Le FMI s'attend à ce que l'inflation atteigne 100 % fin 2024, tandis qu'en 2025 elle s'accélérerait encore pour finir à 150 %. L'organisme prévoit un solde courant excédentaire, tant en 2024 qu'en 2025, estimé à 4,7 % du PIB en 2024 et à 4 % en 2025.

L'Assemblée Nationale accorde la création de l'entreprise mixte *Petrolera Roraima*.

L'État vénézuélien, par le biais de PDVSA, en détiendra 51%, le reste étant détenu par société privée vénézuélienne Grupo JHS. Cette entreprise opérera sur les champs précédemment attribués à *Petrozuata* (ancienne entreprise mixte PDVSA-CONOCO) dans la ceinture de l'Orénoque.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr